



## L'Algérie et l'afghanisation du Mali: La curée néocoloniale en marche

Par [Chems Eddine Chitour](#)

Mondialisation.ca, 14 octobre 2012

Région : [Afrique subsaharienne](#), [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Analyses: [LE MAGHREB](#)

«Il y a des pays qui peuvent être réticents, mais ils ne sont pas ceux qui vont au Conseil de sécurité faire obstacle puisque nul ne fera obstacle».

Laurent Fabius dans une claire allusion à l'Algérie à propos de l'intervention militaire au Mali. (Sommet 5+5 d'octobre à Malte)

Que se passe-t-il au Mali? On parle de plus en plus d'une intervention comme inéluctable. Quelques repères pour fixer les idées. Le Mali, patrie du grand écrivain Amadou Hampâté Bâ, est un pays d'Afrique de l'Ouest, membre de l'Union africaine, frontalier de sept pays dont l'Algérie, indépendant le 22 septembre 1960. Avec 14.517.176 habitants en 2009, la population malienne est constituée de différentes ethnies. Avec une économie encore essentiellement rurale, le Mali, pays enclavé, fait partie des 49 pays les moins avancés (PMA) (IDH =0,350) Son économie reposait sur l'agriculture, l'élevage et le commerce transsaharien de l'or, le sel. Cinq empires ou royaumes importants se sont succédé: l'empire du Ghana, l'empire du Mali, l'empire songhaï, le royaume bambara de Ségou et l'empire peul du Macina. À son apogée, l'empire s'étend de l'Atlantique au Nigeria et du nord de la Côte d'Ivoire au Sahara. En 1968, Modibo Keita est renversé par un coup d'État de Moussa Traoré. Le 26 mars 1991, celui-ci est renversé à son tour par le général Amadou Toumani Touré. Après une période de transition, ce dernier restaure la démocratie avec l'élection d'Alpha Oumar Konaré en 1992. Il est réélu en 1997.

En 2002, Amadou Toumani Touré est élu président de la République du Mali et réélu en 2007. Cependant, le 22 mars 2012, des soldats mutins dirigés par le capitaine Amadou Haya Sanogo, prennent le contrôle de la présidence et annoncent la dissolution des institutions. De janvier à avril 2012, le Mouvement national pour la libération de l'Azawad attaque les camps militaires maliens et les villes situés dans les régions de Gao, Tombouctou et Kidal. Le 1er avril 2012, la rébellion touarègue, constituée du Mouvement national pour la libération de l'Azawad et d'un mouvement salafiste Ançar Eddine, contrôle les trois régions situées au Nord du Mali. Le Mnlà réclame l'indépendance de l'Azawad tandis qu'Ançar Eddine souhaite imposer la charia. Les deux mouvements revendiquent le contrôle des principales villes. Le 4 avril, le Mnlà décide unilatéralement la fin des opérations militaires; il proclame l'indépendance de l'Azawad. Il faut y ajouter Aqmi et le Mujao encore plus virulents. Depuis, la Cédéao a décidé d'une intervention militaire.

La réalité du terrain: le chaos au Nord Mali

Salima Tlemçani résume l'état d'une population dans la misère et la guerre. Nous

l'écoutez: «Située au nord du Mali, plus exactement au sud-est de la région de Gao, la ville de Ménaka est depuis des mois totalement isolée du monde. Des dizaines de personnes fuyant les exactions d'Ançar Eddine, du Mujao et d'Al Qaïda s'y réfugient mais font face à la misère et aux maladies. Tout le monde sait qu'une opération militaire dans le Nord aura de graves conséquences humanitaires, non seulement sur le Mali mais également sur les pays limitrophes. Pour Lamine Ag Billal, la solution réside d'abord dans le dialogue entre les tribus de la région et dont font partie d'Ançar Eddine et le Mnl. En fait, cette position rejoint celle que défend l'Algérie, qui consiste à privilégier une solution politique pour régler la crise et éviter, coûte que coûte, l'option militaire qui, en plus d'être très coûteuse en vies humaines, constitue un saut vers le chaos. (...)» (1)

«Censé être libéré de l'occupation militaire malienne, le nord du Mali est aujourd'hui disputé par Ançar Eddine, un groupe intégriste dirigé par Ayad Ag Ghaly, le Mouvement pour l'unicité du jihad en Afrique de l'Ouest (Mujao) et le Mouvement national pour la libération de l'Azawad (Mnl). Chacune de ces factions occupe un territoire où l'activité de contrebande, de crime organisé, de trafic de cocaïne et d'armes reste la plus fructueuse.(...) Les troupes de l'Aqmi, que dirige Abou Zeïd, contrôlent la région d'Adrar, au nord-est du Mali, ainsi que Tombouctou. A part les membres de la direction, la majorité de ses éléments ne sont pas Algériens. L'Aqmi est le plus organisé et le plus doté en moyens humains et logistiques. Le Mujao occupe, quant à lui, la région de Gao, où il retient en captivité plusieurs otages occidentaux ainsi que les diplomates algériens, enlevés il y a plus de six mois du siège du consulat algérien à Gao. (...) Aujourd'hui, cette région est devenue non seulement une base arrière pour les groupes islamistes armés, mais aussi un repaire des narcotrafiquants et des trafiquants d'armes et de véhicules.» (1)

#### La détermination de la France à s'ingérer au Mali

Durant le quinquennat de Sarkozy deux guerres ont vu la participation de la France, au nom des «droits de l'homme», une troisième est en cours en Syrie. Pour rappel, écrit Luis Basurto, la France de MM.Chirac et Sarkozy ne trouvait pas insupportable, inadmissible ni inacceptable l'occupation du Nord ivoirien par des rebelles sanguinaires, putschistes ratés, depuis septembre 2002 et cela jusqu'à avril 2011, car ces rebelles soutenaient l'homme adoubé par Paris, l'ancien fonctionnaire du FMI, Alassane Ouattara (ADO), aujourd'hui hissé au pouvoir en Côte d'Ivoire. Et droite et gauche françaises se donnaient la main durant cette période dans une union sacrée assurant cette collusion où J. Chirac et N.Sarkozy assuraient un soutien militaire français aux rebelles pour aggraver l'Etat ivoirien. Ici la France soutient des rebelles, là-bas elle fait la guerre pour les combattre. Allez comprendre!» (2)

«Faut rappeler, poursuit Luis Basurto que la déstabilisation du Sahel, de toute la bande sahélo-saharienne, est l'une des conséquences directes de la guerre de l'Otan contre la Libye, dont la France de N. Sarkozy fut l'initiatrice. Ce conflit provoqua la prolifération et le renforcement de bandes armées djihadistes et, à la chute du régime libyen et après l'exécution de Mouammar Kadhafi, la débandade de l'armée libyenne et la dissémination accélérée d'armes de tout genre et d'hommes armés dans le Sahel.(...) Les mouvances islamistes cherchaient, avec les crimes commis au nom de la charia et une lente poussée vers le Sud-Ouest, l'affrontement afin de galvaniser et d'unifier les groupes djihadistes probablement pour internationaliser le conflit dans le but d'«afghaniser» la région». (2)

«L'ingérence française dans le conflit interne malien se concrétise avec le «consentement» de la victime, à savoir le propre Mali. Pour preuve, le journal

Le Monde dit dans son article du 25 septembre «Dimanche [24 septembre], le Mali a finalement cédé à la pression de la Cédéao qui, depuis des mois, soutient le principe d'une intervention militaire au nord du Mali». Il est notoire que Paris -le président F. Hollande et le ministre des Affaires étrangères L. Fabius- a pressé Bamako -Dioncounda Traoré et Cheick Modibo Diarra- pour qu'il demande ouvertement une intervention militaire étrangère sur le sol malien. (...) la Cédéao est l'un de pseudonymes de la France en Afrique. Elle est l'instrument de blanchiment et de légitimation, des décisions politiques, économiques et militaires françaises destinées à l'ensemble de la région, de l'Afrique de l'Ouest, (...) L'acceptation sur le sol malien d'une force militaire étrangère, avec des soldats venant des pays frontaliers non exempts d'ambitions vénales et sous l'égide de l'ancienne puissance coloniale, n'est qu'un suicide national par chapitres annoncé. Annonceur d'une nouvelle mise sous tutelle et même d'une vassalisation par ses voisins immédiats. Le Mali risque ainsi d'échanger la rébellion du Nord par une vassalisation au profit du Burkina Faso et de la Côte d'Ivoire, devenant le hinterland asservi de ces deux pays. (...)

### La position ambiguë des Etats-Unis

On se souvient que début octobre, de passage à Alger, le général Carter Ham commandant de «l'Africom» avait déclaré: «Je ne suis pas ici pour discuter de notre présence militaire au Mali, mais pour encourager le dialogue à l'intérieur de ce pays et avec les pays voisins pour le rétablissement de la stabilité à Bamako. Il n'y aura pas de soldats américains sur le sol.» Pour le général Carter Ham, «l'Algérie et les Etats-Unis d'Amérique sont tout à fait d'accord sur une priorité: le peuple malien doit avoir l'opportunité de choisir librement son gouvernement et de vivre dans la paix et la sécurité.»

Changement de ton trois jours plus tard. Le commandant de l'Africom n'a pas fermé, nous dit Hassan Moali, la porte à l'intervention armée au Mali. Les déclarations du général commandant l'Africom, Carter Ham, à Alger, à propos de la conduite à tenir au Mali et la possibilité d'une attaque militaire, viennent d'être appuyées par le conseiller du président Obama pour l'antiterrorisme, John Brennan. On sait désormais qu'une intervention militaire, dont le «format» reste à définir, est bel et bien dans les plans US au Mali. L'usage des drones confirme également les propos du commandant de l'Africom «qu'il n'y aura pas présence de soldats américains» sur le sol au Mali. En d'autres termes, il s'agira de frappes ciblées menées par des drones contre les bastions des groupes terroristes. Un massacre de civils est donc à craindre comme ce fut le cas en Afghanistan, mais surtout en Irak. Avec les drones, il y aura forcément des dommages collatéraux. (3)

Quelques jours plus tard, devant les déclarations françaises d'établir une situation de guerre au Nord-Mali, un officiel américain a annoncé que les Etats-Unis pourraient offrir leur soutien. Cette situation incommoderait fortement notre pays qui privilégie le dialogue et la négociation entre toutes les factions du Nord-Mali. Lentement, le plan de bataille imaginé par la France se met en place. «La France est prête à voter une résolution à l'ONU sur une intervention militaire africaine au Mali, qu'elle soutiendra sur les plans logistique, politique et matériel», a réaffirmé hier un François Hollande aussi va-t-en-guerre que son prédécesseur. «Les Etats-Unis soutiendront la France si ce pays décide qu'il est nécessaire d'intervenir militairement», a affirmé, hier, dans un entretien au journal Le Monde, le secrétaire d'Etat adjoint américain chargé de l'Europe, Philip Gordon. (...) Une bataille diplomatique à fleurets mouchetés, que devraient arbitrer des représentants de la communauté internationale le 19 de ce mois, à l'occasion d'une réunion décisive à Bamako. (4)

## L'échec de l'Algérie devant l'afghanisation inéluctable de la crise

Dans une analyse lucide et sans concession, Abdelaziz Rahabi résume les dangers de la situation actuelle: pour lui «la nomination, le 10 octobre, d'un émissaire de l'ONU pour le Sahel après une large consultation et un consensus au sein du Conseil de sécurité consacre définitivement le caractère international de la crise. (...) Il n'a pu le faire qu'après concertation avec la France et les USA qui ont besoin d'une couverture du Conseil de sécurité pour l'envoi d'une force de la Cédéao qui servira elle-même de couverture à des opérations ciblées et ponctuelles des armées occidentales. La question qui se pose aujourd'hui est de savoir si l'Algérie a encore le temps de convaincre et les moyens d'influer sur la situation.» (5)

«Le fait de rejeter une intervention étrangère à ses frontières est une position doctrinale connue de tous et l'Algérie ne doit pas manquer une occasion de le faire. (...) Mais cela n'est pas suffisant. Nos dirigeants, qui sont d'une sensibilité pathologique aux flatteries des puissants, n'ont pas réalisé qu'ils ont favorisé la mise en place du scénario pakistanais à nos frontières en se laissant convaincre, ces dernières années, par le rôle d'allié et de rempart contre le terrorisme international conféré par des puissances occidentales, notamment les Etats-Unis d'Amérique, la Grande-Bretagne et la France. On a fait croire à l'Algérie qu'elle avait l'expérience et les moyens et qu'elle pouvait compter sur l'assistance militaire des Occidentaux. Cela a eu pour effet de mieux l'exposer et d'en faire la cible privilégiée du terrorisme international. Nous n'avons pas tiré toutes les leçons de l'expérience pakistanaise, notamment des zones tribales qui échappent à l'autorité des Etats.» (5)

«Notre pays, conclut Abdelaziz Rahabi, a toutes les raisons de s'inquiéter, car les frontières représentent par définition un front potentiel ou actif. Et si l'on observe la situation dans notre région, nous réalisons que l'Algérie a rarement vécu une conjoncture aussi délicate. Elles sont instables avec la Mauritanie et le Maroc et hostiles avec le Mali et la Libye. Le Mujao, par exemple, qui ne cible que l'Algérie à travers les attentats de Tindouf, Tamanrasset, Ouargla et l'enlèvement des diplomates à Gao, confirme que son mandat vise essentiellement la déstabilisation de l'Algérie. Il s'y joue tout simplement une lutte d'influence entre les puissances et entre celles-ci et le terrorisme international, le trafic d'armes et de drogue. Les zones de confrontation dans le monde ne sont pas figées et celle du terrorisme international s'est déplacée, en 10 ans, du Pakistan vers l'Afrique.» (5)

Le projet de résolution sur le Mali, proposé par la France, devrait être adopté ce vendredi par le Conseil de sécurité de l'ONU, a indiqué la mission française auprès de l'ONU. La résolution demande à la Cédéao (Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest) et à l'Union africaine de préciser dans les 30 jours les modalités d'une intervention militaire pour reconquérir le nord du pays et invite le gouvernement malien et les rebelles touareg à ouvrir dès que possible une négociation. Une réunion se tiendra le 19 octobre à Bamako avec les principaux acteurs (Cédéao, Union africaine, Union européenne, ONU) pour tenter de mettre au point une «stratégie cohérente», selon un diplomate. Paris a promis une aide logistique

On le voit, l'Algérie, que l'on présente comme incontournable dans cette question, est superbement ignorée. Toute l'agitation algérienne avec M. Messahel - qui ne s'arrête pas de parler de terrorisme transfrontière, de narcotrafiants - n'aura, en définitive, servi à rien. Les interlocuteurs l'ont reçu poliment sans plus. Les vrais décideurs sont ailleurs. Lors de sa dernière étape, M.Messahel a fini par lâcher que la solution militaire n'est envisageable que

si le dialogue échoue. Souvenons-nous des échecs de l'Algérie et de sa diplomatie dans le dossier du Soudan, de son énergie dans le Nepad qu'elle présentait comme la solution économique aux malheurs de l'Afrique, en vain, les grands de ce monde n'ont aucun état d'âme. L'Algérie est renvoyée à son statut de pays en développement. L'Afghanisation du Mali est en marche. Comment alors gérer nos frontières et contenir un tsunami dont nous ne maîtrisons ni les tenants ni les aboutissants? Fallait-il pour une fois être dans la mêlée pour protéger nos arrières?

Professeur émérite Chems Eddine Chitour

Ecole Polytechnique enp-edu.dz

1. Salima Tlemçani: Situation chaotique au nord du Mali El Watan 11.10.12

2.

<http://www.mondialisation.ca/le-mali-nouvelle-victime-designee-dactives-ingerences-neocoloniales-francaises/>

3. Hassan Moali: Le recours aux drones semble privilégié El Watan 03.10.12

4. Hassan Moali: l'Algérie redoute le syndrome libyen El Watan le 10.10.12

5. Abdelaziz Rahabi: «Nous avons négligé la région du Sahel» El Watan le 11.10.12

La source originale de cet article est Mondialisation.ca

Copyright © [Chems Eddine Chitour](#), Mondialisation.ca, 2012

---

Articles Par : [Chems Eddine Chitour](#)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)